

N° 2022-09/19



BIARRITZ

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DE BIARRITZ

DEPARTEMENT DES PYRENEES ATLANTIQUES

Arrondissement de BAYONNE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 30 Septembre 2022

L'an deux mille vingt-deux et le 30 septembre,
le Conseil Municipal de la Ville de Biarritz, régulièrement convoqué, est réuni au lieu habituel de ses séances,
sous la présidence de Madame Maider AROSTEGUY, Maire.

SECRETAIRE DE SEANCE : M. Paul RODRIGUES REIS

PRESENTS : Mme Maider AROSTEGUY (Maire), M. Edouard CHAZOUILERES, Mme Anne PINATEL, M. Richard TARDITS, Mme Maud CASCINO, Mme Patricia POURVAHAB, M. Michel LABORDE, Mme Stéphanie GRAVE, M. Mathieu KAYSER à partir de la question 4, Mme Anne-Cécile DURAND-PURVIS jusqu'à la question 23, M. Xavier DELANNE, (Adjoints au Maire), Mme Géraldine VERGET présente de la question 4 à 17 et de la 19 à 27, M. Eric QUATRE VIEUX, Mme Elena BIDEgain à partir de la question 4, M. Gérard COURCELLES, M. Sébastien MENARD, M. Paul RODRIGUES-REIS, Mme Christelle RODET, Mme Françoise FORSANS, Mme Muriel DUBOIS-VIZIOZ, M. Didier BARBERTEGUY, M. Guillaume BARUCQ présent jusqu'à la question 11, Mme Lysiann BRAO, Mme Corine MARTINEAU, M. Brice MORIN, Mme Nathalie MOTSCH de la question 2 à 16, M. Sébastien CARRERE, M. Patrick DESTIZON (Conseillers Municipaux).

ABSENTS REPRESENTES PAR POUVOIR : M. Adrien BOUDOUSSE (M. CHAZOUILERES) - Mme Martine VALS (Mme M. AROSTEGUY sauf la question 18) - M. Fabrice Sébastien BACH (Mme CASCINO) - M. Mathieu KAYSER jusqu'à la question 3 (M. M. LABORDE) - Mme Anne Cécile DURAND PURVIS à partir de la question 24, Mme Géraldine VERGET jusqu'à la question 3, absente à la question 18, puis à partir de la question 28 (Mme F. FORSANS) - Mme Valérie SUDAROVICH (M. P. RODRIGUES REIS) - Mme Elena BIDEgain jusqu'à la question 3 (Mme P. POURVAHAB) - Mme Morane PINAUD BOSQUE (Mme M DUBOIS VIZIOZ) - M. Louis. BODIN (Mme A. PINATEL) - M. Guillaume BARUCQ à partir de la question 12 (Mme L. BRAO) - M. Jean-Baptiste DUSSAUSOIS-LARRALDE (Mme C. MARTINEAU) - Mme Nathalie MOTSCH question 1 et à partir de la question 17 (M. Sébastien CARRERE)

Impasse BRUNANCHON, Impasse SAINT - MICHEL
Rue de la COLLINE et Avenue MOHERNANDO

Décision de lancement de la procédure de transfert d'office dans le domaine public communal

Madame CASCINO présente le rapport suivant :

Mes Chers Collègues,

L'impasse Brunanchon, l'impasse Saint-Michel, la rue de la Colline, l'avenue Mohernando situées sur les plans ci-joints sont des voies privées ouvertes à la circulation publique qui ont fait l'objet de délibérations dans le passé autorisant leur acquisition pour les classer dans la voirie urbaine, suite à la demande des propriétaires riverains.

Cependant les acquisitions de ces voies n'ont jamais été réalisées ou seulement en partie telle l'avenue Mohernando.

Concernant l'avenue Mohernando, il s'agit d'incorporer d'office la voie desservant le lotissement Mohernando ainsi que deux portions de la rue Cino Del Duca situées pour l'une à l'entrée de l'avenue Mohernando et pour l'autre aux abords dudit lotissement.

Aujourd'hui ces voies appartiennent à des sociétés dissoutes soit à des copropriétés très anciennes, soit à des propriétaires dont la plupart ont disparu ou déménagé.

Devant l'impossibilité de traiter avec la majorité des propriétaires pour les raisons invoquées ci-dessus, il vous est proposé d'utiliser la procédure de transfert d'office prévue par les articles L 318-3 et R 318-10 du code de l'Urbanisme qui disposent notamment que la propriété des voies privées ouvertes à la circulation publique dans des ensembles d'habitations, et leurs équipements annexes, peut après enquête publique être transférée d'office sans indemnité dans le domaine public de la Commune sur le territoire de laquelle ces voies sont situées. La décision de l'autorité administrative portant transfert vaut classement dans le domaine public et éteint, par elle-même et à sa date, tous droits réels et personnels existants sur les biens transférés.

Cela permettra ainsi de régulariser l'entretien de la voirie par la Commune mais aussi à la Communauté d'Agglomération Pays Basque d'intervenir sans problématique juridique pour l'entretien et la réfection des réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales et régler toutes les questions de responsabilité.

Le Maire est compétent, après délibération du conseil municipal, pour ouvrir l'enquête publique préalable (d'une durée de 15 jours) à la décision de transfert dans le domaine public communal prise par une nouvelle délibération du conseil municipal. En cas d'opposition d'un propriétaire à ce transfert la décision nécessite un arrêté du Préfet.

Compte tenu de ces éléments, je vous propose :

- de décider de mettre en œuvre la procédure d'incorporation d'office prévue à l'article L.318-3 du Code de l'Urbanisme pour les voies précitées ,
-
- d'autoriser Madame le Maire ou son représentant à procéder à toutes les formalités et à signer tous actes et documents nécessaires à cette opération.

ADOpte A L'UNANIMITE

Fait et délibéré en séance les mêmes jours, mois et an que dessus, le présent extrait
Certifié conforme au registre
Biarritz, le 30 Septembre 2022

Le Maire

